

**eurogip**



Juillet-July 2010  
REF. Eurogip - 55/E/F

# Rapport d'activité

# Activity Report

# 2009

<b>AT:</b>	Accidents du travail / Accidents at work
<b>CNAMTS:</b>	Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés / National Health Insurance Fund for Employees
<b>CRAM:</b>	Caisse régionale d'assurance- maladie / Regional Health Insurance Fund
<b>DRP:</b>	Direction des risques professionnels de la CNAMTS / the Occupational Risks Department of the CNAMTS
<b>ETUI:</b>	European Trade Union Institute (ETUI) - Institut syndical européen pour la Recherche, la Formation et la Santé et Sécurité
<b>INRS:</b>	Institut national de recherche et de sécurité /National Research and Safety Institute
<b>MP:</b>	Maladies professionnelles / Occupational Diseases
<b>SST:</b>	Sécurité et santé au travail / Safety and health at work

### **Forum européen de l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles / European Forum of Insurances against Accidents at Work and Occupational Diseases**

Fondé en 1992, le Forum européen favorise l'échange d'informations et d'expériences entre les organisations nationales responsables de l'assurance légale contre les AT-MP.

Founded in June 1992, the European Forum provides a venue for exchanging information and experiences between the national organisations which are responsible for the statutory insurance against accidents at work and occupational diseases.

(<http://www.europeanforum.org>)

### **LA BRANCHE AT-MP DE LA SÉCURITÉ SOCIALE**

gère l'assurance contre les accidents du travail et de trajet (AT) et les maladies professionnelles (MP) des salariés du régime général (industrie, commerce et services) et met en œuvre la politique de prévention des risques professionnels.

Elle regroupe :

- la Direction des risques professionnels (DRP) de la Caisse nationale de l'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS),
- les services prévention et tarification des Caisses régionales d'assurance-maladie (CRAM) et des Caisses générales de Sécurité sociale (CGSS),
- l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS),
- les services de prestations des Caisses primaires d'assurance-maladie (CPAM)
- le Service médical à l'échelon national (ENSM), régional (DRSM) et local (ELSM),
- EUROGIP.

### **The occupational injuries Branch of the Social Security system**

manages legal insurance against accidents at work, commuting accidents and occupational diseases for employees under the general Social Security system (industry, trade and services). It implements occupational risk prevention policy.

The Branch comprises:

- the Occupational Risks Department (DRP) of the National Health Insurance Fund for Employees (CNAMTS),
- the Prevention and Risk-rating Departments of the Regional Health Insurance Funds (CRAM) and the Overseas Health Insurance Funds (CGSS),
- the National Research and Safety Institute (INRS),
- the Occupational Injuries Benefits Departments of the Local Health Insurance Funds (CPAM) and the CGSS,
- the Medical Department at the National, Regional and Local level (DSM, ERSM, ELSM, respectively),
- EUROGIP.




## sommaire

EUROGIP en bref	4
Le mot du Directeur	5
L'équipe	5
S'enrichir de l'expérience de nos voisins européens	6
Participer à des projets d'intérêt communautaire	8
Connaître les évolutions et les faire partager	10
Faire valoir une position commune au plan européen	12
Coordonner les travaux des organismes notifiés "ÉPI" et "Machines"	14

## contents


EUROGIP in short	16
Message from the Managing Director	17
The team	17
Enrichment by the experience of our European neighbours	18
Participation in projects of Community interest	20
Knowing about and sharing knowledge of developments	22
Putting forward a joint position on the European level	24
Coordinating the work of the notified bodies on PPE and Machinery	26


## EUROGIP en bref

 **Mission :** Animer, coordonner et développer au plan européen les actions de la Branche AT-MP\* de la Sécurité sociale française

 **Statut :** Groupement d'intérêt public (GIP) constitué par la CNAMTS\* et l'INRS\*

 **Création :** 1991

 **Administration :** Conseil composé de 10 membres titulaires représentant paritairement les employeurs et les organisations syndicales [6 administrateurs sont nommés par la CNAMTS et 4 par l'INRS].

 **Ressources :** 70 % environ proviennent de la CNAMTS à travers le Fonds national de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles et 30 % de contrats signés avec les pouvoirs publics français et les autorités communautaires.

 **Activités :**

EUROGIP

- réalise des enquêtes comparatives sur les risques professionnels en Europe
- organise une conférence annuelle, les Débats d'EUROGIP
- participe à des projets d'intérêt communautaire
- publie Eurogip infos (trimestriel), deux lettres électroniques - l'InfoMail d'Eurogip (bimensuel) et Eurogip les Echos (trimestriel) -, des rapports d'enquêtes, des notes thématiques...
- coordonne un réseau d'experts (CNAMTS, CRAM, INRS\*) qui participent à l'élaboration des normes européennes et internationales
- assure le secrétariat des Coordinations françaises des organismes notifiés pour la certification réglementaire des équipements de protection individuelle et des machines [par délégation des ministères chargés du Travail et de l'Agriculture].

\* Voir page 2

En savoir plus : [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)



## Le mot du Directeur



Raphaël Haeflinger

“ L'Europe a depuis longtemps largement investi le domaine de la santé et la sécurité au travail qui constitue un enjeu majeur des politiques sociales de l'Union européenne. Les États membres, et notamment la France, se doivent donc de suivre en permanence les évolutions de ce domaine.

Dans ce cadre, EUROGIP exerce un rôle clé de veille et de dynamique des connaissances en termes d'assurance et de prévention des risques professionnels en Europe.

Nous ne pouvons que nous féliciter de l'accroissement de la notoriété d'EUROGIP en France et dans les autres pays européens à travers l'intérêt marqué pour nos publications et le nombre croissant de visiteurs de notre site. Cela témoigne bien de l'adéquation entre les missions d'EUROGIP et les attentes de ses différents publics.

Avant de vous laisser découvrir, au fil de ce rapport, les faits marquants de l'année 2009, je souhaite vous remercier pour cet intérêt marqué et vous compter toujours plus nombreux à suivre nos travaux. ”

## L'équipe



De gauche à droite : Gilbert Bienveignant, Marie-Amélie Buffet, Nassira Definel, Viviane Dubois, Christèle Hubert, Christine Kieffer, Catherine Lecoanet, Isabelle Leleu, Virginie Pluot, Marja-Leena Porsanger, Isaure Poussièlgue, Jean-Loup Wannepain



# S'enrichir de l'expérience de nos voisins européens

**EUROGIP réalise des enquêtes comparatives sur les risques professionnels en Europe, à la demande de ses membres fondateurs - la CNAMTS\* et l'INRS\* - et dans le cadre du Forum européen de l'assurance accidents du travail - maladies professionnelles\*.**

## **Cancers d'origine professionnelle : quelle reconnaissance en Europe ?**

L'étude porte sur la possibilité de reconnaître le caractère professionnel des cancers et sur le nombre de cas reconnus par les organismes d'assurance AT-MP à travers les données nationales de douze pays européens.

Les recherches d'EUROGIP ont permis d'envisager de traiter ce thème sous quatre perspectives.

1. Une approche généraliste à l'échelle de l'Europe, avec un rappel des différentes classifications d'agents cancérigènes, une explicitation de ce que recouvre le risque cancérogène professionnel, une évaluation quantitative des populations exposées.
2. Un angle assurantiel, consistant en un recensement des cancers susceptibles d'être reconnus comme professionnels par les organismes d'assurance nationaux, aussi bien au titre des listes nationales de maladies profession-

nelles que, le cas échéant, des systèmes complémentaires, et ce dans 11 pays européens (Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Italie, Luxembourg, Portugal et Suisse).

3. Un volet statistique qui a porté sur les 11 pays précités à l'exception du Portugal, mais en y ajoutant la République tchèque. Peu de pays ont été en mesure de fournir des données sur les demandes de reconnaissance, mais presque tous l'ont fait pour les cas reconnus.
4. La thématique du suivi post-professionnel des travailleurs exposés à des agents cancérigènes. Elle a été brièvement abordée dans la mesure où elle se heurte à la rareté des pays ayant mis en place un tel dispositif systématique. Les dispositifs spécifiques à l'exposition à l'amiante ont également été retenus.

Rapport disponible sur [http://www.eurogip.fr/fr/docs/EUROGIP\\_RapportRecoCancerspro\\_49F.pdf](http://www.eurogip.fr/fr/docs/EUROGIP_RapportRecoCancerspro_49F.pdf)

## **Prévention de la désinsertion professionnelle : l'exemple de 6 pays**

L'enquête sur la prévention de la désinsertion professionnelle porte sur le retour au travail des victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles. Il est question aussi, en amont, du maintien dans l'emploi qui permet d'agir de manière précoce pour prévenir la désinsertion professionnelle.

La note thématique publiée par EUROGIP dresse un tableau de l'approche choisie par des pays qui ont déjà une expérience certaine dans ce domaine : Allemagne, Danemark,

Pays-Bas, Suède, Suisse et Québec.

Bien que ces pays poursuivent le même objectif d'un retour réussi et durable à l'emploi des accidentés du travail, leurs approches diffèrent quelque peu. Les mesures de prévention de la désinsertion professionnelle s'inscrivent dans le cadre d'une politique active de l'emploi au Danemark, aux Pays-Bas et en Suède. En revanche, elles sont davantage axées sur une gestion plus efficace des cas d'assurance en Allemagne, en Suisse et au Québec.

[http://www.eurogip.fr/fr/docs/Eurogip\\_Desinsertion\\_Professionnelle\\_2010\\_52F.pdf](http://www.eurogip.fr/fr/docs/Eurogip_Desinsertion_Professionnelle_2010_52F.pdf)

\* Voir page 2



## Point statistique AT-MP en Europe

EUROGIP a lancé en 2008 une collection de fiches par pays qui présentent une synthèse descriptive des principales données statistiques disponibles sur les accidents du travail, les accidents de trajet et les maladies professionnelles du pays de l'Union européenne considéré.

EUROGIP exploite des données issues des publications officielles des différents États membres de l'UE, traduites et mises en perspective selon sa connaissance du système d'assurance AT-MP analysé. Ces données ne font l'objet d'aucun retraitement par EUROGIP.

En 2009, six nouveaux documents ont été publiés. Ils concernent l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne (données 2007 et 2008) et l'Italie.

## Santé et sécurité au travail dans le secteur de l'aide à domicile en Europe

La recherche documentaire sur cette problématique a permis d'alimenter les réflexions du champ coordonné Prévention "Aides et soins à la personne" de la Branche AT-MP sous la forme de notes bibliographiques commentées et d'élaborer un rapport.

Dans la plupart des États membres de l'Union européenne, le secteur de l'aide à domicile est en croissance. Cela s'explique par l'évolution démographique de la population et par les attentes de la société. L'aide et les soins à domicile qui constituaient auparavant une activité associative et bénévole, essentiellement paroissiale, constituent aujourd'hui un secteur d'activité salariée émergent. Qui dit emploi salarié, dit santé et sécurité au travail. EUROGIP examine dans son rapport d'enquête quelle est la situation du secteur de l'aide à domicile présenté comme peu attirant, atomisé en de multiples petites structures aux statuts juridiques divers et quels sont les risques professionnels existant dans le secteur avant de s'intéresser aux mesures de prévention à mettre en œuvre.

[http://www.eurogip.fr/fr/docs/EUROGIP\\_53F\\_Services\\_a\\_domicile\\_2010.pdf](http://www.eurogip.fr/fr/docs/EUROGIP_53F_Services_a_domicile_2010.pdf)

## Prévention des risques professionnels dans les PME en Europe

Cette note thématique, réalisée dans le cadre des travaux du Comité d'orientation sur les conditions de travail (COCT), dresse un panorama non exhaustif des politiques et actions menées en matière de prévention des risques professionnels dans les petites et moyennes entreprises au travers de divers exemples, tant au niveau communautaire que des États membres de l'Union européenne.

[http://www.eurogip.fr/fr/docs/Eurogip\\_prev\\_PME\\_2009\\_44F.pdf](http://www.eurogip.fr/fr/docs/Eurogip_prev_PME_2009_44F.pdf)

## Le risque routier encouru par les salariés en Europe

La note thématique publiée en 2009 met à jour le rapport d'enquête qu'EUROGIP a publié en 2005. Si l'insécurité routière est abordée dans la plupart des pays de l'Union européenne d'une manière très globale, l'approche catégorielle - conduite dans le cadre du travail par exemple - progresse. Cependant, l'enquête d'EUROGIP montre que les organismes compétents sensibilisés et actifs pour prévenir le risque routier restent une minorité dans l'UE-27. La finalisation de cette note a été l'occasion de premiers échanges d'informations avec le National Institute for Occupational Safety and Health (NIOSH) aux États-Unis.

[http://www.eurogip.fr/fr/docs/Eurogip\\_risque\\_routier\\_2009\\_40F.pdf](http://www.eurogip.fr/fr/docs/Eurogip_risque_routier_2009_40F.pdf)



# Participer à des projets d'intérêt communautaire

**EUROGIP participe à des projets d'intérêt communautaire qui s'inscrivent dans le champ de ses compétences : l'assurance ou la prévention des risques professionnels en Europe.**



## Centre thématique "Santé et sécurité au travail" de l'Agence européenne de Bilbao

EUROGIP participe activement aux travaux du Centre thématique "Santé et sécurité au travail" de l'Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail depuis la mise en place de cette structure (sous différentes dénominations) en 2001. Celle-ci regroupe une vingtaine d'organismes européens dans le domaine de la prévention des risques professionnels. Elle a pour objectif de collecter, d'évaluer et de diffuser l'information sur les bonnes pratiques de prévention en vigueur dans les pays de l'Union. EUROGIP a pris part à cinq tâches du programme d'activité 2009-2010 dont le thème principal

était la promotion de la santé au travail. Les travaux confiés à EUROGIP dans ce cadre ont notamment consisté à :

- rédiger des études de cas sur différents aspects de la promotion de la santé au travail et sur la prévention des TMS dans le secteur agricole ;
- collecter des ressources Internet pour enrichir le site de l'Agence européenne (<http://osha.europa.eu/fr/>).

La majorité des travaux démarrés en 2009 se sont poursuivis, pour s'achever à la fin du premier trimestre 2010.



## Codification statistique "accident du travail"

EUROGIP, qui avait coordonné les travaux d'élaboration de la méthodologie SEAT (Statistiques européennes sur les accidents du travail), a organisé une rencontre entre la DGUV (Deutsche Gesetzliche Unfallversicherung, Assurance accident allemande) et les responsables de la DRP\* sur la mise en place de SEAT. Rappelons qu'un règlement européen (CE n° 1338/2008) rend désormais obligatoire la mise en place de cette méthodologie harmonisée dans tous les États membres.

L'Allemagne, ayant déjà mis en place celle-ci, a fait part de son expérience à la France. Les avantages et inconvénients des divers choix techniques possibles ont été passés en revue et analysés. Un point crucial porte notamment sur la question de savoir si le codage selon SEAT doit être opéré sur un échantillon ou sur l'intégralité des accidents ayant entraîné plus de trois jours d'arrêt (mortels inclus). SEAT est composé de trois phases dont les deux premières sont déjà mises en œuvre par la DRP ; reste la phase III qui est la plus complexe. De ce fait, l'expérience concrète de la DGUV a été riche d'enseignements.

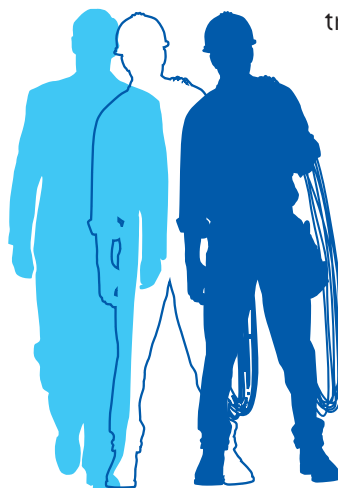




## Un guide de bonnes pratiques pour une meilleure compréhension et application de la directive 92/57/CE

EUROGIP a été retenu par la Commission européenne (Direction Générale Emploi, Affaires sociales et Égalité des chances) pour élaborer un guide de bonnes pratiques visant une meilleure compréhension et application de la directive "Chantiers mobiles ou temporaires". Destiné aux différents acteurs du secteur de la construction concernés par la directive 92/57/CEE, le document doit leur permettre :

- de comprendre les responsabilités et rôles de chacun, tels que prévus par la directive ;
- d'élaborer les différents documents nécessaires et obligatoires sur un chantier, tels que l'avis préalable, le plan de sécurité et de santé ou le dossier de suivi ;
- de réaliser l'importance de la prévention des risques et de l'appliquer dès la conception de l'ouvrage, puis durant sa réalisation ;
- de gérer les situations de sous-traitance en cascade et co-activité sur les chantiers en garantissant les meilleures conditions de travail



pour les salariés ;

- d'évaluer les risques ;
  - de choisir les bons équipements de travail, en fonction des travaux à effectuer et les bons équipements de protection individuelle dans le cas où les mesures collectives ne seraient pas suffisantes.
- En 2009, EUROGIP, en collaboration avec son équipe d'experts européens - un Français (CRAMIF), un Anglais (ex HSE), un Allemand (BAU BG) et un Portugais (IST) -, a finalisé le projet de guide et testé celui-ci sur trois chantiers en Allemagne, en Angleterre et aux Pays-Bas.

La version finale du guide de 256 pages a été remise à la Commission européenne en novembre 2009.

Élaboré en anglais, le guide doit être traduit dans les 23 langues officielles de l'UE par la Commission européenne. Il sera ensuite mis en ligne et téléchargeable gratuitement sur le site de la DG Emploi.

## Secrétariat technique de la Coordination européenne des organismes notifiés "Machines"

EUROGIP a répondu, en juin 2009, à l'appel d'offres lancé par la Commission européenne pour assurer le Secrétariat technique de la Coordination européenne des organismes notifiés pour la certification réglementaire des machines. En décembre, la Commission européenne a informé EUROGIP que le contrat lui était attribué pour une période 4 ans, renouvelable chaque année. EUROGIP retrouve ainsi une activité qu'il avait exercée de 1994 à 2005. (cf. page 14, activité "Coordination des organismes notifiés").

\* Voir page 2



# Connaître les évolutions et les faire partager

**Site Internet, publications, conférence... À travers divers supports, EUROGIP contribue à mieux faire comprendre les différentes actions mises en œuvre au plan communautaire et dans les pays de l'UE dans le domaine de la prévention et de l'assurance des AT-MP\*.**



## Veille en matière d'assurance et de prévention des risques professionnels en Europe

L'activité consiste à :

- suivre, au plan communautaire, l'évolution de la législation et l'actualité des instances ;
  - observer les évolutions et les éventuelles modifications structurelles des organismes dans le domaine de la prévention et l'assurance des autres États membres de l'UE ;
  - faire le point sur les nouveautés en matière de publications, résultats d'enquête, manifestations... intéressant le risque professionnel.
- Le centre de documentation traite les questions qui lui sont posées sur la santé et la sécurité au travail dans les différents pays européens. Celles-

ci concernent des sujets très variés : habilitations électriques, réglementation, évaluation des risques, TMS dans l'agriculture, statistiques relatives aux accidents du travail et maladies professionnelles...

Elles proviennent principalement des documentalistes et ingénieurs-conseils des CRAM\*. Les entreprises (chefs d'entreprise, documentalistes, fonctionnels de sécurité, médecins du travail) sollicitent également EUROGIP sur la législation en vigueur dans les autres pays, notamment sur leurs obligations en matière de sécurité et santé au travail, en général ou dans un secteur en particulier.



## Site Internet

Le site d'EUROGIP a connu des modifications structurelles majeures en 2009 afin de simplifier la navigation, notamment en ce qui concerne les publications gratuites et payantes. De nouveaux documents téléchargeables sont venus enrichir le site. Ces évolutions ont eu pour conséquence de voir tripler le nombre de pages lues par mois ainsi qu'une augmentation du nombre de visiteurs par mois, qui est passé de 4 798 en octobre 2008 à 13 444 en octobre 2009 par exemple. Chaque mois en 2009, plus de 7 000 internautes ont visité le site et consulté plus de 76 000 pages. Au total, pour l'année 2009, 921 000 pages ont été consultées, ce qui constitue un record.

\* Voir page 2

## Les publications parues en 2009 :

- **“Les maladies professionnelles en Europe - Statistiques 1990-2006 et actualité juridique”**

- **Six nouveaux "Point statistique AT-MP" relatifs aux accidents du travail et maladies**

**professionnelles** concernant :

- l'Allemagne (données 2007)
- l'Autriche (données 2008)
- la Belgique (données 2007)
- l'Espagne (données 2007 et 2008)
- l'Italie (données 2006).

- **“La prévention des risques professionnels dans les PME en Europe”**

- **“Le risque routier encouru par les salariés en Europe”**

Deux rapports d'activité :

- Le **rapport d'activité 2008** d'EUROGIP
- Le **premier rapport annuel de l'activité normalisation de la Branche AT-MP**

Voir <http://www.eurogip.fr/fr/>, rubrique Publications



## Publications périodiques

### • EUROGIP infos

Le trimestriel sur les risques professionnels en Europe présente les textes ou les actions en cours ou en préparation dans ce domaine, au niveau des instances communautaires comme des États membres de l'Union. À compter du troisième trimestre 2009, la publication était - parallèlement à la version papier - également disponible sur abonnement gratuit à partir du site d'EUROGIP. L'objectif était de mettre le trimestriel à disposition d'un plus large public d'une part, de répondre dans les meilleures conditions économiques et de développement durable à l'accroissement des demandes d'abonnement d'autre part.

### • L'InfoMail d'EUROGIP

Cette lettre (bilingue français /anglais) propose des articles synthétiques sur l'actualité au niveau communautaire et dans les États membres de l'UE en matière de santé et sécurité au travail avec des liens vers les ressources pour en savoir plus. Auparavant mensuelle, elle est devenue bimensuelle à partir de la rentrée 2009.

### • EUROGIP Les Echos

Cette lettre institutionnelle trimestrielle fait le point sur les activités d'EUROGIP, en mettant l'accent sur l'une d'elles à travers une interview sur le mode "3 questions à" un collaborateur d'EUROGIP.

**Ces trois publications sont disponibles gratuitement sur [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr) (abonnement).**

## Conférence dans le cadre de la présidence française du Forum européen de l'assurance AT-MP\*

La CNAMTS-DRP\*, selon le système d'une présidence tournante du Forum européen entre les organisations membres, assurait ce mandat en 2009. Dans ce cadre, elle avait pour mission d'organiser une conférence et a sollicité le concours d'EUROGIP, notamment pour la partie logistique [salle, interprètes, traiteur, techniciens...]. La DRP avait retenu le thème de "La réparation du préjudice permanent subi par les victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles" pour cette conférence.

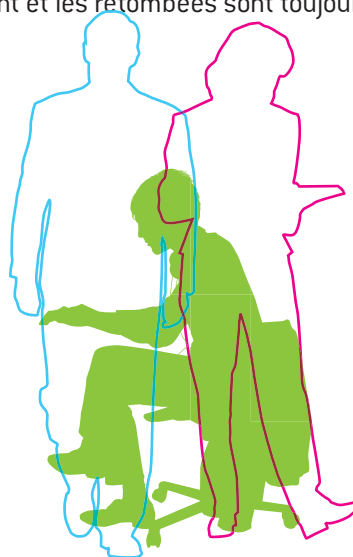
En introduction aux différentes interventions, EUROGIP a exploité et présenté les résultats d'une enquête effectuée auprès des membres du Forum européen sur la base de deux études de cas de victimes.

Actes de la conférence sur : <http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/ReparationPrejudicePermanentATMP.pdf>

## La promotion d'EUROGIP et de ses activités

EUROGIP a été sollicité à plusieurs reprises pour intervenir lors de manifestations ou sessions de formation et présenter les résultats de ses travaux et, de façon plus générale, ses activités.

Comme les années précédentes, des actions presse ont été menées à l'occasion de la parution de publications notamment et les retombées sont toujours plus importantes.



\* Voir page 2



# Faire valoir une position commune au plan européen

**EUROGIP coordonne les travaux, auxquels participe la Branche AT-MP\*, pour élaborer des normes européennes et internationales intéressant la santé et la sécurité au travail. L'objectif pour la Branche est de faire valoir sa position de préventeur dans le consensus normatif.**

## ▶ La coordination des experts impliqués dans les travaux de normalisation

En fonction des compétences requises, le personnel de la Branche AT-MP\* peut être sollicité pour participer aux travaux d'élaboration des normes européennes ou internationales intéressant la santé et la sécurité au travail.

En 2009, EUROGIP a ainsi coordonné l'activité de 75 experts de la Branche AT-MP (CNAMTS\* : 3 ; CRAM\* : 19 ; INRS\* : 51 et EUROGIP : 2).

Ces experts participent aux travaux de :

- 43 Comités Techniques (TC) du CEN<sup>(1)</sup>

- 2 TC du CENELEC<sup>(2)</sup>

- 9 TC de l'ISO<sup>(3)</sup> et 2 TC de la CEI<sup>(4)</sup>

- plus de 176 groupes de travail européens ou internationaux actifs.

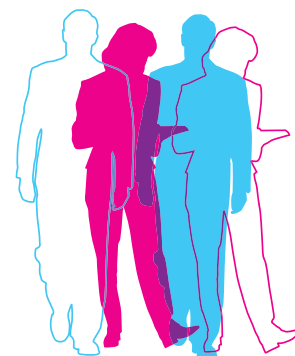
Ils suivent les travaux d'élaboration des normes dans les domaines suivants : Sécurité des machines ; Engins de chantier, levage, manutention ; Ambiances physiques ; Biologie, chimie, ventilation ; Protection individuelle et collective ; Produits de construction ; Ergonomie.

(1) CEN : Comité européen de normalisation

(2) CENELEC : Comité européen de normalisation électrotechnique

(3) ISO : Organisation internationale de normalisation

(4) CEI : Commission électrotechnique internationale.



## ▶ 6<sup>e</sup> Séminaire des "Experts normalisation"

Le 6<sup>e</sup> séminaire des experts "normalisation" de la Branche AT-MP, organisé fin juin 2009, a été l'occasion de présenter la stratégie pour l'activité normalisation mise en place selon les orientations adoptées en novembre par le Conseil d'administration d'EUROGIP ainsi que la nouvelle organisation pour le pilotage de cette activité couverte par le Champ coordonné "Normalisation".

La quarantaine de participants a pu exprimer son avis sur les nouveaux outils mis en place pour le Reporting de l'activité normalisation ou contribuer à la réflexion sur la réalisation d'un Manuel d'enseignement destiné à la formation des ingénieurs Santé et sécurité au travail. Ce séminaire a permis également de faire le point sur de nombreux sujets d'actualité en normalisation française, européenne et internationale.

## ▶ Les outils mis à disposition des "experts normalisation"

*Normabase*<sup>(5)</sup> est une base de données sur la normalisation relative à la santé et sécurité au travail aux plans international, européen ou français. La partie publique permet d'accéder à l'état d'avancement des projets de normes ainsi qu'aux fiches (réalisées par EUROGIP) qui analysent des normes "machines" du point de vue de la prévention. Une partie privée est réservée aux experts de la Branche AT-MP\*.

Les données extraites de cette base ont permis la mise à jour annuelle de Partenor (travaux de normalisation européenne relatifs à l'hygiène et la sécurité auxquels les experts participent) et Normavenir (projets de normes suivis par ces experts) diffusés à plus de 220 exemplaires au sein de la Branche AT-MP.

(5) <http://www.eurogip.fr/fr/normabase.php>

\* Voir page 2



## Donner plus de poids à la prévention dans les instances de normalisation

### Suivre et coordonner les enquêtes sur les projets de normes

430 agents de la Branche AT-MP\* ont été associés à la consultation interne sur les projets de normes soumis à enquête. Cela a permis d'émettre un avis collectif sur 26 projets relatifs :

aux engins de chantier, levage, manutention [4], à la sécurité des machines [9], l'ergonomie [4], aux ambiances physiques [2], produits de construction [5], à la biologie, chimie, ventilation [1] et divers [1].

Cette activité de coordination des points de vue des experts "prévention" est très appréciée des partenaires d'EUROGIP.

### Développer la coopération avec les utilisateurs

À la demande des organisations syndicales françaises, EUROGIP a participé à une nouvelle journée de concertation intersyndicale en 2009 qui visait à intensifier la participation des syndicats dans la normalisation, outil de prévention. De même, EUROGIP a participé au séminaire annuel organisé par l'ETUI\* en septembre 2009 sur le thème de la normalisation

### Financer certains travaux

EUROGIP est l'unique interlocuteur des bureaux de normalisation pour la participation de la Branche AT-MP\* à la normalisation. Pour optimiser la participation des experts, EUROGIP finance, dans des domaines définis, les travaux de commissions françaises au sein desquelles s'élabore la position à faire valoir au niveau européen. Dans ce cadre, la convention avec l'UTE (Union technique de l'électricité) a été reconduite en 2009 en soutien des travaux concernant l'équipement électrique des machines.

Afin de maintenir la présence de la prévention dans les travaux de normalisation "Sécurité des machines", EUROGIP a financé les droits d'inscription annuels de 30 experts dans 21 commissions de normalisation gérées par l'Union de normalisation de la mécanique (UNM) et de 44 experts dans 28 commissions de normalisation gérées par AFNOR.

## Mieux faire connaître les normes et leur intérêt pour la prévention

### Mettre à jour Intranormes, base de données "Santé et sécurité au travail"

En partenariat avec les ministères chargés du Travail et de l'Agriculture, EUROGIP participe à la mise à jour d'Intranormes, qui regroupe l'ensemble des normes publiées concernant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail. La 16<sup>e</sup> version de ce produit contient 2 486 normes, soit plus de 1 690 nouvelles pages. Elle a été mise à la disposition des services de documentation des CRAM\* et de l'INRS\* ainsi que des organisations syndicales et professionnelles.

### Mieux prendre en compte les remontées du terrain

Le dispositif de signalement des problèmes de prévention permet la remontée de l'information du terrain, depuis l'action des CRAM\* jusqu'au traitement des signalements par le Bureau de suivi, instance créée par le Comité de pilotage Équipements de travail en 2008 et co-pilotée par l'INRS et la CNAMTS\*. EUROGIP est membre de ce Bureau de suivi.

## Échanger avec les experts européens

EUROGIP est membre du Comité de pilotage d'Euroshnet, le réseau européen des préventeurs impliqués dans la normalisation, les essais et la certification. Ce réseau a pour objectif de faciliter les échanges entre experts travaillant au sein des organismes de prévention en vue de dégager des positions communes sur les questions traitées. Par ailleurs, EUROGIP coordonne un des forums de discussion du site Internet d'Euroshnet (Questions générales) et contribue financièrement à l'amélioration du site.

[www.euroshnet.org](http://www.euroshnet.org)

\* Voir page 2



# Coordonner les travaux des organismes notifiés "ÉPI" et "Machines"

**Par délégation des ministères chargés du Travail et de l'Agriculture, EUROGIP assure le secrétariat des coordinations françaises des organismes notifiés pour la certification réglementaire des équipements de protection individuelle (ÉPI) et des machines.**



## Coordination française

Cette activité est définie par des conventions signées avec les ministères chargés du Travail et de l'Agriculture en vue de réaliser les procédures d'évaluation de la conformité dans le domaine des ÉPI (Directive 89/686/CEE modifiée) et celui des machines et composants de sécurité (Directive 98/37/CE modifiée).

Concernant les machines, la fin de l'année 2009 a été marquée par la mise en application de la nou-

velle directive<sup>(6)</sup> et l'ensemble des travaux de la coordination a porté sur l'accompagnement des organismes dans l'appropriation du nouveau texte ainsi que sur la mise à niveau des documents élaborés dans le passé. À cet effet, EUROGIP a poursuivi les travaux de révision des fiches d'interprétation des règles<sup>(7)</sup> et leur mise à jour en fonction également des articles du nouveau Code du travail.

### Dans le domaine des ÉPI

EUROGIP a réuni la Commission Générale qui regroupe les 13 organismes notifiés couvrant l'ensemble des produits et dispositifs de protection soumis aux procédures d'évaluation par tierce partie de la directive ÉPI. L'occasion d'échanger des informations entre le ministère du Travail et les organismes notifiés sur les réunions entre États membres (Groupe de travail et de suivi de la directive ÉPI, Groupe de Coopération administrative). La rencontre a permis également d'arrêter des positions communes aux organismes français à faire valoir au niveau européen, notamment sur :

- la certification de certains ÉPI comme les appareils de protection respiratoire pour les enfants ainsi que des ÉPI faits sur mesure (une liste des produits concernés devrait être proposée en 2010) ;
- la réaffirmation de la double certification suivant les directives "ÉPI" et "produits médicaux" des pro-

duits qui revendiquent la double utilisation (position entérinée par une décision de la Commission européenne) ;

- la limitation dans le temps de la durée de validité des attestations d'examen CE de type pour prendre en compte l'évolution des produits et de l'état de l'art décrit dans les normes harmonisées qui sont révisées tous les cinq ans ; cette position s'est également traduite dans une fiche de recommandation de la coordination européenne validée par le groupe de travail de suivi de la directive ÉPI. Suite à la collaboration d'EUROGIP aux travaux de révision du décret transposant la directive ÉPI aux équipements de protection individuelle utilisés dans la pratique sportive et de loisirs, un nouveau texte a été publié par le ministère de l'Industrie, décret qui sera applicable le 1<sup>er</sup> juillet 2010.

(6) Directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2006 relative aux machines et modifiant la directive 95/16/CE (refonte)

(7) Voir <http://www.eurogip.fr/informations-utiles.php>



## Dans le domaine des machines

EUROGIP a organisé deux réunions de la Commission Générale machines et sept des groupes sectoriels. L'objectif est de résoudre les problèmes techniques souvent complexes qui subsistent, d'intégrer les travaux normatifs et de préparer les positions à défendre lors des réunions des groupes verticaux et/ou du Comité horizontal de la Coordination européenne.

La coordination a consacré une partie importante de ces réunions à l'appropriation de la nouvelle Directive qui est entrée en application le 29 décembre 2009 ; les travaux ont porté sur l'identification des différences entre l'ancienne et la nouvelle directive et les conséquences sur les prestations des organismes notifiés dans le cadre de la mise en œuvre des procédures d'évaluation de la conformité. Si l'examen CE de type ne présente pas de changement majeur, la nouvelle procédure d'évaluation dite de l'Assurance qualité complète nécessite

des compétences différentes et nouvelles. Le recours à l'accréditation devient incontournable pour confirmer le savoir-faire et ceci sera valable pour les deux procédures d'évaluation de la conformité pour lesquelles les organismes notifiés seront sollicités.

La révision des fiches d'interprétation des règles a été réalisée au niveau des groupes de travail. Seules les fiches apportant une valeur ajoutée ont été conservées et sont à actualiser en fonction des nouvelles références réglementaires : articles, exigences et annexes de la nouvelle directive, articles du nouveau code du travail.

Le site d'EUROGIP est complété, en fonction de l'actualité et des publications réglementaires françaises et européennes, des documents utiles aux organismes notifiés et aux différents acteurs de la mise en œuvre des directives ÉPI et Machines.



## Coordination européenne

### Dans le domaine des ÉPI

EUROGIP a participé à une réunion du Comité de pilotage et à une réunion plénière, précédée d'une réunion du groupe ad hoc des organismes notifiés pour l'Article 11 de la Coordination européenne des organismes notifiés pour les ÉPI. Dans le cadre de la réunion plénière, il a participé à l'élaboration d'une fiche visant à limiter dans le temps la validité d'une attestation d'examen CE de type, aux premières discussions dans le cadre de la révision de la directive ÉPI ainsi qu'aux dispositions à prendre dans le cas d'annulation d'attestation d'examen CE de type.

### Dans le domaine des machines

EUROGIP a poursuivi la traduction des fiches "Recommendation for Use sheets" relatives à l'annexe X de la future directive Machines et contribué à l'enrichissement de ces fiches qui devraient permettre une application harmonisée de la nouvelle procédure d'évaluation de la conformité "Assurance qualité complète" et servir de base à un programme d'accréditation.

EUROGIP a remporté l'appel d'offres lancé en 2009 par la Commission européenne pour le Secrétariat technique de la coordination européenne des organismes notifiés et assurera cette activité pour une période de 4 ans, renouvelable chaque année.



## Certification des organismes

EUROGIP a continué à collecter les états des attestations d'examen CE de type délivrées par les organismes notifiés, les décisions prises dans le cadre de l'article 11 de la Directive ÉPI ainsi que les accusés de réception des dossiers techniques des machines en application des procédures dites simplifiées.

La base de données des attestations d'examen CE de type ÉPI et Machines, unique en Europe, a continué à être enrichie et devra être modifiée pour prendre en compte la nouvelle codification des attestations d'examen CE de type délivrées pour les machines certifiées dans le cadre de la nouvelle directive.



## EUROGIP in short

-  **Mission:** To organize, coordinate and develop at the European level the actions of the Occupational Injuries Branch\* of the French Social Security system
-  **Status:** Public interest grouping (*Groupement d'intérêt public, GIP*) between CNAMTS\* and INRS\*
-  **Creation:** 1991
-  **Administration:** Equi-representational board consisting of 10 incumbent members representing the employers and employees (6 are appointed by CNAMTS and 4 by INRS).
-  **Resources:** About 70 % come from the French national health insurance fund for employees (CNAMTS) via the National Fund for occupational health and safety, and 30 % from contracts signed with the French government and the Community authorities.
-  **Activities:**

EUROGIP

  - performs comparative surveys on occupational risks in Europe;
  - organises an annual conference, the “Débats d'EUROGIP”;
  - takes part in projects of Community interest;
  - publishes EUROGIP Infos (a quarterly), two electronic newsletters twice monthly (EUROGIP InfoMail) and quarterly (EUROGIP les Echos), survey reports, thematic reports, etc.;
  - coordinates a network of experts (CNAMTS, CRAM, INRS\*) who take part in the production of European and international standards;
  - acts as secretariat for the French Coordinations of Notified Bodies for the regulatory certification of personal protective equipment and machinery (under the authority of the Ministries of Labour and Agriculture).

\* See page 2

To find out more: [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)





## A word from the Managing Director



Raphaël Haeflinger

“For a long time now, Europe has invested heavily in the area of occupational health and safety, which is a major goal of the European Union's social policies. The Member States, and in particular France, must therefore constantly monitor developments in this area.

In this context, EUROGIP plays a key role in monitoring and managing knowledge on occupational risk insurance and prevention in Europe.

We are of course very pleased by the growing reputation of EUROGIP in France and elsewhere in Europe, as attested by the interest shown for our publications and the growing number of visitors on our website. This clearly shows that EUROGIP's work matches the expectations of its various publics.

Before leaving you to discover the key events of 2009 in this report, I should like to thank you for the interest you have shown, and I hope that an increasingly large number of you will follow our work.”

## The team



From left to right: Gilbert Bienveignant, Marie-Amélie Buffet, Nassira Definel, Viviane Dubois, Christèle Hubert, Christine Kieffer, Catherine Lecoanet, Isabelle Leleu, Virginie Pluot, Marja-Leena Porsanger, Isaure Poussielgue, Jean-Loup Wannepain



# Enrichment by the experience of our European neighbours

**EUROGIP performs comparative surveys on occupational risks in Europe at the request of its founding members - the CNAMTS\* and INRS\* - and within the framework of the European Forum of Insurances against accidents at work and occupational diseases\*.**

## **Work-related cancers: what recognition in Europe?**

This study examines the possibility of recognising the work-related nature of cancers and the number of cases recognised by OH&S insurance organisations based on national data from twelve European countries.

EUROGIP's research on this subject was carried out from four perspectives.

1. A general approach on the European level, with a reminder of the various classifications of carcinogenic agents, an explanation of what is covered by the concept of occupational carcinogenic risk, and a quantitative assessment of the populations exposed.
2. An insurance-based approach, involving the listing of cancers liable to be recognised as work-related by the national insurance organisations, both under the national lists of

occupational diseases and, where applicable, complementary systems, in eleven European countries (Germany, Austria, Belgium, Denmark, Spain, Finland, France, Italy, Luxembourg, Portugal and Switzerland).

3. A statistical part covering the 11 countries mentioned above except Portugal, but adding the Czech Republic. Few countries were able to provide data concerning claims for recognition, but nearly all of them provided data on recognised cases.
4. The theme of post-occupational monitoring of workers exposed to carcinogenic agents. This aspect was dealt with only briefly, since few countries have established such a systematic system. The specific systems for asbestos exposure were also discussed.

Report on [http://www.eurogip.fr/fr/docs/EUROGIP\\_RapportRecoCancerspro\\_49F.pdf](http://www.eurogip.fr/fr/docs/EUROGIP_RapportRecoCancerspro_49F.pdf)

## **Prevention of occupational deintegration: the example of six countries**

The survey on the prevention of occupational deintegration concerns the return to the workplace of victims of occupational injuries and diseases. It also covers, upstream, retention in employment by which early action can be taken to prevent occupational deintegration.

The thematic report published by EUROGIP presents an overview of the approach chosen by countries that already have a certain experience in this area: Germany, Denmark, the Netherlands, Sweden, Switzerland and the Canadian province of Quebec.

Although these countries pursue the same objective of a successful and permanent return of job injury victims to the workplace, their approaches differ somewhat. Measures for preventing occupational deintegration form part of an active employment policy in Denmark, the Netherlands and Sweden. In Germany, Switzerland and Quebec, on the other hand, they are focused rather on more efficient management of insurance cases.

Report in French on [http://www.eurogip.fr/fr/docs/Eurogip\\_Desinsertion\\_Professionnelle\\_2010\\_52F.pdf](http://www.eurogip.fr/fr/docs/Eurogip_Desinsertion_Professionnelle_2010_52F.pdf)

\* See page 2



## **Statistical Review of Occupational Injuries in Europe**

In 2008, EUROGIP started a collection of country-by-country sheets presenting a descriptive overview of the main statistical data available concerning accident at work, commuting accidents and occupational diseases in the European Union country in question.

EUROGIP uses data coming from official publications of the various EU Member States, translated and placed in perspective according to its knowledge of the occupational injury and disease insurance system analysed. The data undergo no reprocessing by EUROGIP.

In 2009, six new documents were published, concerning Germany, Austria, Belgium, Spain (2007 and 2008 data) and Italy.

## **Occupational health and safety in the domestic help sector in Europe**

Documentary research on this issue nurtured the thinking of the coordinated "Domestic help and healthcare" OH&S section of the Occupational Injuries Branch\* in the form of bibliographic notes and comments, making it possible to produce a report. In most European Union Member States, the domestic help sector is expanding. This can be explained by demographic trends and by the expectations of society. Domestic help and home healthcare, which was formerly an activity performed by voluntary associations, mainly with church affiliations, is now an emerging sector of salaried activity. Waged employment entails occupational health and safety issues. In its survey report, EUROGIP examines the situation of the domestic help sector, considered not very attractive, fragmented in numerous small structures of diverse legal status, and the occupational risks existing in the sector, and then considers the OH&S measures to be implemented.

Report in French on  
[http://www.eurogip.fr/fr/docs/EUROGIP\\_53F\\_Services\\_a\\_domicile\\_2010.pdf](http://www.eurogip.fr/fr/docs/EUROGIP_53F_Services_a_domicile_2010.pdf)

\* See page 2

## **Occupational risk prevention in SMEs in Europe**

This thematic report, produced as part of the work of the Steering Committee on Working Conditions ["Conseil d'Orientation sur les Conditions de Travail" - COCT], establishes a non-exhaustive overview of policies and actions carried out in the area of occupational risk prevention in small and medium-sized enterprises through various examples, at the levels of both the Community and individual European Union Member States.

<http://www.eurogip.fr/en>

## **Road risk incurred by employees in Europe**

This thematic report published in 2009 updates the survey report published by EUROGIP in 2005. Although, in most European Union countries, road accidents are dealt with from a very general perspective, the category-based approach - e.g. work-related driving - is gaining ground. However, the EUROGIP survey shows that competent organisations that are aware and active in the field of road risk prevention remain a minority in the EU-27. The finalisation of this report was an opportunity for the first exchanges of information with the US National Institute for Occupational Safety and Health (NIOSH).

[http://www.eurogip.fr/fr/docs/Eurogip\\_risque\\_routier\\_2009\\_40F.pdf](http://www.eurogip.fr/fr/docs/Eurogip_risque_routier_2009_40F.pdf)



# Participation in projects of Community interest

**EUROGIP takes part in projects of Community interest that match with the scope of its activities: the insurance or prevention of occupational risks in Europe.**

## "Occupational Safety and Health" Topic Centre of the European Agency in Bilbao

EUROGIP has actively taken part in the work of the "Occupational Safety and Health" Topic Centre of the European Agency for Safety and Health at Work since the setting up of this structure (under various names) in 2001.

The structure groups together about twenty European organisations in the area of occupational risk prevention. Its aim is to gather, assess and circulate information on current good occupational risk prevention practices in the EU countries.

EUROGIP took part in five tasks of the 2009-2010 programme of activity, the main theme of which

was the promotion of occupational health.

The work entrusted to EUROGIP within this framework involved, in particular:

- drawing up case studies on various aspects of the promotion of occupational health and the prevention of MSD in the agricultural sector;
- collecting Web resources to enrich the website of the European Agency (<http://osha.europa.eu/en>).

Most of the work started in 2009 has been continued, and is due to be completed at the end of the first quarter of 2010.

## "Work accident" statistical coding

EUROGIP, which had coordinated the work for development of the ESAW methodology (European Statistics on Accidents at Work), organised a meeting between the DGUV (Deutsche Gesetzliche Unfallversicherung, German Statutory accident insurance) and the managers of the Occupational Risks Department (DRP) concerning the introduction of ESAW. As a reminder, a European Regulation (EC No. 1338/2008) now makes it compulsory to establish this harmonised methodology in all the Member States.

Germany, which has already introduced this methodology, informed France of its experience. The advantages and disadvantages of the various possible technical options were reviewed and analysed. One crucial point in particular is the question of whether the ESAW coding system should be applied on a sample or on all accidents that have resulted in more than three days off work (including fatal accidents). ESAW consists of three phases, the first two of which have already been implemented by the DRP; phase III, which is the most complex, remains to be implemented. Accordingly, the concrete experience of the DGUV provided a wealth of information.

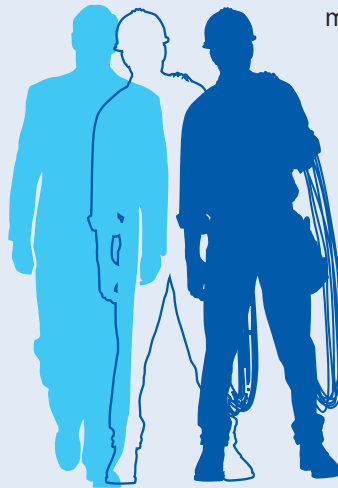




## A Good Practice Guide for improved understanding and application of the 92/57/EC directive

EUROGIP was selected by the European Commission (Directorate General of Employment, Social Affairs & Equal Opportunities) to prepare a Good Practice Guide aimed at an improved understanding and application of the “temporary and mobile construction sites” directive. The document is intended for the various players in the construction sector concerned by the 92/57/EEC directive, and it should enable them to:

- understand the responsibilities and roles of each player, as provided for by the directive;
- prepare the various compulsory documents required on a construction site such as prior notice, the safety and health plan or again the monitoring file;
- realise the importance of risk prevention and apply it as of the project design stage, and then during project performance;
- manage situations of cascade subcontracting and concurrent work on site while ensuring opti-



imum working conditions for the employees;

- assess risks;
- choose the appropriate work equipment according to the work to be performed, and good personal protective equipment in case the collective measures are not adequate.

In 2009, EUROGIP, in conjunction with its team of European experts - one French expert (CRAMIF), one English (former HSE), one German (BAU BG) and one Portuguese (IST)-, finalised the draft guide and tested it on three construction sites in Germany, England and the Netherlands.

The final version of the 256-page guide was submitted to the European Commission in November 2009.

The guide, produced in English, is to be translated into the 23 official EU languages by the European Commission. It will then be placed online and will be downloadable free of charge from the DG Employment website.



## Technical Secretariat of the European Coordination of Notified Bodies for Machinery

In June 2009, EUROGIP replied to the European Commission's invitation to tender to perform Technical Secretariat work for the European Coordination of Notified Bodies for the regulatory certification of machinery. In December, the European Commission informed EUROGIP that the contract was awarded to it for a period of four years, renewable each year. EUROGIP thus regained an activity that it had carried out from 1994 to 2005. (see page 26, “Coordination of Notified Bodies” activity).

\* See page 2



# Knowing about and sharing knowledge of developments

**Website, publications, conferences, etc. Via various media, EUROGIP helps to improve understanding of the various programmes carried out at the Community level and in EU countries in the area of occupational injury prevention and insurance\*.**

## Monitoring of occupational risk insurance and prevention in Europe

This activity involves:

- watching legislative change and news concerning authorities at the Community level;
  - observing developments and any structural changes in occupational risk prevention and insurance organisations in the other EU Member States;
  - reviewing news on publications, survey results, events etc. relating to occupational risk.
- The documentation centre handles the questions put to it concerning occupational health and safety in the various European countries. These questions concern a great

variety of subjects: electrical accreditation, regulations, risk assessment, MSD in agriculture, occupational injury and disease statistics, etc.

The questions come mainly from documentalists and consulting engineers of the regional health insurance funds (CRAM).

Enterprises (company managers, documentalists, safety staff personnel, industrial doctors) also call on EUROGIP regarding the legislation in force in the other countries, and in particular regarding their occupational health and safety obligations, in general or in a sector in particular.

### New publications in 2009:

- **Occupational diseases in Europe - 1990-2006 statistical data and legal news**
- **Six new "Statistical Review of Occupational Injuries in Europe" on:**
  - Germany (data 2007)
  - Austria (data 2008)
  - Belgium (data 2007)
  - Spain (data 2007 and 2008)
  - Italy (data 2006).
- **Occupational risk prevention in SMEs in Europe**
- **Road risk incurred by employees in Europe**

Two activity reports:

- **EUROGIP 2008 Activity report**
- **The 1<sup>st</sup> Annual Standardization activity report for the Occupational Injuries Branch**

See on <http://www.eurogip.fr/fr/>

## Website

The EUROGIP website underwent major structural changes in 2009 to make browsing easier, especially for non-paying and paying publications. The site was enriched with new downloadable documents. As a result of these changes, the number of pages read per month tripled and there was an increase in the number of visitors per month, from 4,798 in October 2008 to 13,444 in October 2009 for example. Every month in 2009, more than 7,000 net surfers visited the site and looked up more than 76,000 pages. Overall, in 2009, 921,000 pages were viewed, which is a record.

\* See page 2



## Periodical publications

### • EUROGIP infos

This quarterly review of occupational risks in Europe describes the legislation and initiatives in progress or undergoing preparation in this area, at the level of the Community bodies and the EU Member States.

As of the third quarter of 2009, in parallel to the hard-copy version, the publication was also available on the EUROGIP website via a free subscription. The aim was partly to make the quarterly available to a wider public, and also to respond in optimum economic conditions, meeting sustainable development requirements, to the increasing number of applications for subscription.

### • L'InfoMail d'EUROGIP

This newsletter (bilingual French/English) offers summary articles on occupational health and safety news at the Community level and in the EU Member States, with links to resources to find out more. Formerly a monthly publication, it has been published twice monthly since the post-holiday resumption in 2009.

### • EUROGIP Les Echos

This quarterly institutional newsletter reviews EUROGIP's activities, focusing on one of them via an interview of the style "3 questions to" a EUROGIP staff member.

**These three publications are available free of charge on [www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr) (subscription)**

## Conference within the framework of the French presidency of the European Forum of Insurances against accidents at work and occupational diseases\*

In accordance with the system of a European Forum presidency rotating among the member organisations, the CNAMTS-DRP\* held this office in 2009. Within this framework, it was responsible for organising a conference, and called on EUROGIP for support, especially with logistics aspects (hall, interpreters, caterer, technicians, etc.).

The theme chosen for this conference by DRP was "Compensation for permanent harm sustained by occupational injury and disease victims".

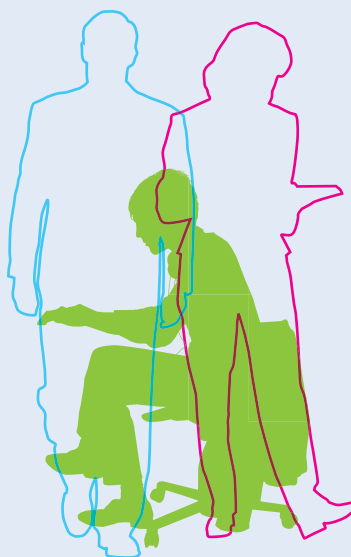
As an introduction to the various speeches, EUROGIP processed and presented the results of a survey of the members of the European Forum on the basis of two case studies of victims.

Proceedings (in French) on : <http://www.travail-solidarite.gouv.fr/IMG/pdf/ReparationPrejudicePermanentATMP.pdf>

## Promotion of EUROGIP and its activities

EUROGIP was called on several times to take part in events and training sessions and present the results of its work and, more generally, its activities.

As in previous years, press campaigns were carried out in particular on the occasion of publications, and the spin-offs are increasingly significant.



\* See page 2



# Putting forward a joint position on the European level

**EUROGIP coordinates the work, in which the Occupational Injuries Branch\* takes part, to prepare European and international standards relating to occupational health and safety. The goal for the Branch is to highlight its position as an OH&S institution in the normative consensus.**

## ▶ Coordination of experts involved in standardization work

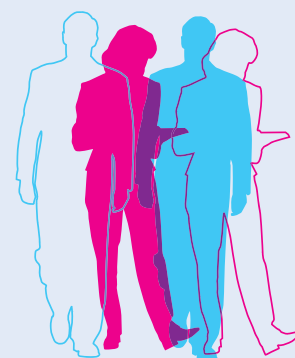
Depending on the required competencies, the staff of the Occupational Injuries Branch\* may be called on to take part in work for the preparation of European or international standards concerning occupational health and safety. In 2009, EUROGIP thus coordinated the activity of 75 experts of the Branch (CNAMTS\*: 3; CRAM\*: 19; INRS\*: 51 and EUROGIP: 2).

These experts take part in the work of:

- 43 Technical Committees (TCs) of the CEN<sup>(1)</sup>
- 2 TCs of CENELEC<sup>(2)</sup>
- 9 TCs of ISO<sup>(3)</sup> and 2 TCs of the IEC<sup>(4)</sup>
- more than 176 active European and international working groups.

They supervise the work of preparing standards in the following fields: Safety of Machinery; Construction machinery, lifting and handling machinery; Physical environments; Biology, chemistry, ventilation; Personal and collective protection; Building products; Ergonomics.

- (1) CEN: European Committee for Standardization
- (2) CENELEC: European Committee for Electrotechnical Standardization
- (3) ISO: International Organization for Standardization
- (4) IEC: International Electrotechnical Commission



## ▶ The sixth "standardization experts" seminar

The sixth seminar of the "standardization experts" of the Occupational Injuries Branch\*, held at the end of June 2009, was an opportunity to present the standardization activity strategy established in accordance with the guidelines adopted in November by the EUROGIP Board of Directors, and the new organisation for managing this activity covered by the coordinated "Standardization" sector.

The forty or so participants were able to express their opinion on the new tools established for standardization activity reporting and contribute to thinking on the production of an Instruction Manual for training occupational health and safety engineers.

This seminar also provided an opportunity to review numerous topical issues regarding French, European and international standardization.

## ▶ Tools made available to the "standardization experts"

*Normabase*<sup>(5)</sup> is a database on standards relating to occupational health and safety on the international, European and French levels. The public section allows access to the state of progress on draft standards and sheets (produced by EUROGIP) analysing the "machinery" standards from the OH&S viewpoint.

A private section is reserved for the experts of the Occupational Injuries Branch\*.

Data retrieved from this database enabled the annual updating of *Partenor* (European health and safety standardization work to which the experts contribute) and *Normavenir* (draft standards followed by these experts), of which more than 220 copies were circulated within the Occupational Injuries Branch.

(5) In French - <http://www.eurogip.fr/fr/normabase.php>

\* See page 2





## Giving greater weight to OH&S in standardization bodies

### Following up and coordinating enquiries on draft standards

430 employees of the Occupational Injuries Branch\* were involved in internal consultation on the draft standards submitted for enquiry. This made it possible to express a collective opinion on 26 drafts relating to construction machinery, lifting and handling machinery (4), safety of machinery (9), ergonomics (4), physical environments (2), building products (5), biology, chemistry, ventilation (1), and miscellaneous items (1).

This activity of coordination of the viewpoints of OH&S experts is greatly appreciated by Eurogip's partners.

### Developing cooperation with users

At the request of the French trade union organisations, EUROGIP took part in another inter-union consultation day in 2009 designed to step up the trade unions' participation in standardization, as an occupational health and safety tool. Likewise, EUROGIP took part in the annual seminar held by the ETUI\* in September 2009 on the subject of standardization.

### Financing certain work

EUROGIP is the sole correspondent of the standardization offices for the participation of the Occupational Injuries Branch\* in standardization. To optimise the experts' contribution, EUROGIP finances in defined areas the work of the French commissions in which the position to be put forward at the European or international level is worked out. In this framework, the agreement with the UTE (Union technique de l'électricité) was renewed in 2009 to support work concerning electrical equipment for machinery.

To maintain an OH&S presence in standardization work on the "Safety of Machinery", EUROGIP has paid the annual membership rights of 30 experts in 21 standardization committees run by the UNM (Union de normalisation de la mécanique), and of 44 experts in 28 standardization committees run by AFNOR.

## Improving knowledge of the standards and their usefulness for risk prevention

### Updating of the "Occupational health and safety" database, *Intranormes*

In partnership with the Ministries of Labour and Agriculture, EUROGIP takes part in updating *Intranormes*, a database containing all published standards relating to health, safety and working conditions. The 16th version of this product contains 2,486 standards, i.e. more than 1,690 new pages. It has been made available to the documentation departments of the CRAM\* and the INRS\*, and to trade union and industry organisations.

### Making better allowance for feedback from the field

The system for reporting OH&S issues allows information feedback from the field, from the activity of the CRAM\* funds through to report processing by the Monitoring Office, a body set up by the Work Equipment Steering Committee in 2008 and co-managed by the INRS and the CNAMTS\*. EUROGIP is a member of this Monitoring Office.

## Exchanges with European experts

EUROGIP is a member of the Steering Committee of Euroshnet, the European network of OH&S experts involved in standardization, testing and certification. The aim of this network is to facilitate exchanges between experts working in OH&S organisations in order to define joint positions on the issues dealt with.

EUROGIP also coordinates one of the discussion forums on the Euroshnet website (General Questions) and contributes financially to the improvement of the site.

[www.euroshnet.org](http://www.euroshnet.org)

\* See page 2



# Coordinating the work of the notified bodies on PPE and Machinery

**Under the authority of the French Ministries of Labour and Agriculture, EUROGIP acts as secretariat for the French Coordinations of Notified Bodies for the regulatory certification of personal protective equipment (PPE) and machinery.**

## French Coordination

This activity is defined by agreements signed with the Ministries of Labour and Agriculture with a view to the production of conformity assessment procedures regarding PPE (Directive 89/686/EEC as amended) and machinery and safety components (Directive 98/37/EC as amended).

Regarding machinery, a notable event at the end of 2009 was the coming into application of the new

directive<sup>[6]</sup>, and all the coordination work concerned support for the organisations in appropriating the new legislation, and upgrading of the documents produced in the past. To this effect, Eurogip continued the work of revision of the rule interpretation sheets<sup>[7]</sup> and their updating taking also into account the articles of the new labour code.

### In the field of PPE

EUROGIP convened the General Committee which comprises the 13 notified bodies covering all the products and protective devices subject to the third party assessment procedures of the PPE directive. This was an opportunity for exchange of information between the Ministry of Labour and the notified bodies concerning meetings between Member States (Working group for follow-up of the PPE directive, Administrative Cooperation Group). The meeting also made it possible to determine joint positions of the French bodies to be put forward at the European level, especially regarding:

- certification of certain PPE such as respiratory protection apparatus for children and custom-made PPE (a list of the products involved is due to be proposed in 2010);
- reassertion of double certification, in accordance

with the "PPE" and "medical products" directives, for products that claim double use (position ratified by a decision of the European Commission);

- limitation of the period of validity of EC type examination certificates to allow for changes in the products and in the state of the art described in the Harmonised Standards that are revised every five years; this position was also set out in a European Coordination recommendation sheet validated by the working group for follow-up of the PPE directive.

Following EUROGIP's collaboration in the work of revision of the decree transposing the PPE directive to personal protective equipment used in sports and leisure activities, a new text was published by the Ministry of Industry, and this decree will be applicable from 1<sup>st</sup> July 2010.

[6] Directive 2006/42/EC of the European Parliament and of the Council of 17 May 2006

[7] <http://www.eurogip.fr/en/informations-utiles.php>



### In the field of Machinery

EUROGIP organised two meetings of the General Committee on machinery and seven meetings of the sector groups. The purpose of these meetings is to solve the often complex technical problems still remaining, to integrate the standardization work and to prepare the positions to be defended at meetings of the vertical groups and the Horizontal Committee of the European Coordination.

The Coordination devoted a large part of these meetings to the appropriation of the new Directive which came into force on 29 December 2009; the work involved identifying the differences between the old and the new directives and the consequences for the activities of the notified bodies in the context of implementation of conformity assessment procedures. While the EC type examination does not represent a major change, the new so-called Full

Quality Assurance assessment procedure requires new and different competencies. Accreditation is becoming essential to confirm expertise, and this will be valid for both the conformity assessment procedures for which the notified bodies will be called on.

Revision of the rule interpretation sheets was performed at the level of the working groups. Only those sheets contributing value added were kept and are to be updated according to the new regulatory references: articles, requirements and annexes of the new directive, articles of the new labour code. The Eurogip website is supplemented, based on French and European news and regulatory publications, with documents useful for the notified bodies and the various players involved in implementation of the PPE and Machinery directives.



### European Coordination

#### In the field of PPE

EUROGIP took part in a meeting of the Steering Committee and a plenary meeting, preceded by a meeting of the ad hoc group of notified bodies for Article 11 of the European Coordination of Notified Bodies for PPE. During the plenary meeting, it took part in working out a sheet designed to limit the period of validity of an EC type examination certificate, in initial discussions for the revision of the PPE directive, and in examining measures to be taken in the event of cancellation of an EC type examination certificate.

#### In the field of Machinery

EUROGIP continued to translate the "Recommendation for Use sheets" relating to Annex X of the future Machinery Directive and contributed to the enrichment of these sheets which should enable harmonised application of the new "Full Quality Assurance" conformity assessment procedure and provide a basis for an accreditation programme.

EUROGIP won the invitation to tender launched in 2009 by the European Commission for Technical Secretariat work for the European Coordination of Notified Bodies, and will perform this activity for a period of four years, renewable each year.



### Certification by notified bodies

EUROGIP continued to collect the reports on EC type examination certificates issued by the notified bodies, the decisions taken within the framework of Article 11 of the PPE directive, and the acknowledgements of receipt of machinery technical dossiers in accordance with the so-called simplified procedures. The database of PPE and Machinery EC type examination certificates, unique in Europe, continued to be enriched and will have to be changed to allow for the new coding system for EC type examination certificates issued for machinery certified under the new directive.



**Rapport d'activité**  
**Activity report**  
**2009**



[www.eurogip.fr](http://www.eurogip.fr)

55, rue de la Fédération - F-75015 Paris  
Tel. +33 0 1 40 56 30 40  
Fax +33 0 1 40 56 36 66

